

Jean HAMELIN et Jean-Paul Montminy
Respectivement historien et sociologue, Université Laval.

(1974)

"Québec, 1896-1929 : une deuxième phase d'industrialisation."

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy,

"Québec, 1896-1929: une deuxième phase d'industrialisation."

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1900-1929**, pp. 15-28 Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1971, 377 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 5.

[Autorisation formelle accordée le 7 décembre 2009, par le directeur général des Presses de l'Université Laval, M. Denis DION, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel :

denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL :

<http://www.pulaval.com/>

Police de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 26 février 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



REMERCIEMENTS



Nous sommes infiniment reconnaissants à la direction des **Presses de l'Université Laval**, notamment à M. **Denis DION**, directeur général, pour la confiance qu'on nous accorde en nous autorisant la diffusion de ce livre ainsi que de tous les livres de cette magnifique collection dirigée par Fernand DUMONT : HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE.



Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.
20 février 2011.

Histoire et sociologie de la culture

Sous la direction de
Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

OUVRAGES EN PRÉPARATION
dans Les Classiques des sciences sociales.

- 1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1850-1900***. Québec: PUL, 1971, 327 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 1.
- 2) Pierre Thibeault, ***Savoir et pouvoir. Philosophie thomiste et politique clérical au XIXe siècle***. PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 2.
- 3) ***Les religions populaires. Colloque international 1970***. Textes présentés par Benoît Lacroix et Pietro Boglioni. Québec: PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 3.
- 4) ***Le merveilleux. Deuxième colloque sur les religions populaires 1971***. Textes présentés par Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Michel Stein. Québec: PUL, 1974. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 4.
- 5) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1900-1929***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 5.
- 7) André-J. Bélanger, ***L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 7.
- 8) Richard Jones, *L'idéologie de l'Action catholique de 1917 à 1930*. Québec: PUL, 1974, 359 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 8.
- 10) Jean-Paul Hautecoeur, ***L'Acadie du discours***. Québec: PUL, 1975. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

11) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1930-1939***. Québec: PUL, 1978, 361 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 11.

12.1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 1er: La Presse et la Littérature***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.2) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 2: Les Mouvements sociaux — Les Syndicats***. Québec: PUL, 1981, 390 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.3) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 3: Les partis politiques — L'Église***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

« HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE »

Pendant longtemps au Canada français, soit au moins depuis François-Xavier Garneau, l'histoire a occupé le devant de la scène sinon toute la scène des sciences humaines. L'histoire politique surtout a connu et connaît encore - renouvelée par les techniques de la sociologie électorale - une riche carrière. L'histoire économique et sociale vient d'être véritablement lancée chez-nous et la vogue qu'elle connaît chez les jeunes chercheurs de même que quelques ouvrages parus témoignent d'un succès promis à durer. Quant à l'histoire culturelle, il n'est point besoin d'insister sur son intérêt pour un peuple qui s'est tant défini en fonction de la culture et en un temps où, partout dans le monde, on parle de « révolution culturelle ». Ces divers courants de la recherche historique supposent évidemment des dialogues, plus serrés et plus complexes que naguère, entre l'histoire et les autres sciences humaines. Cela est particulièrement évident pour l'histoire culturelle (ou pour ce qu'on appelle aussi l'« histoire des mentalités »). Du moment où on récuse les cloisonnements rigides entre l'histoire religieuse et l'histoire littéraire, entre l'histoire des idées et l'histoire des attitudes devant la vie, le travail historique fait appel d'une manière infiniment plus directe à la sociologie et aux disciplines voisines.

Par ailleurs, les chercheurs ne croient plus guère à cette illusoire division du travail où le passé et le présent semblaient constituer les domaines respectifs de l'histoire et de la sociologie. L'histoire s'enracine carrément dans l'interprétation des problèmes d'aujourd'hui de même que la sociologie se fait rétrospective, sans que pour autant on veuille céder au syncrétisme des méthodes ou des perspectives.

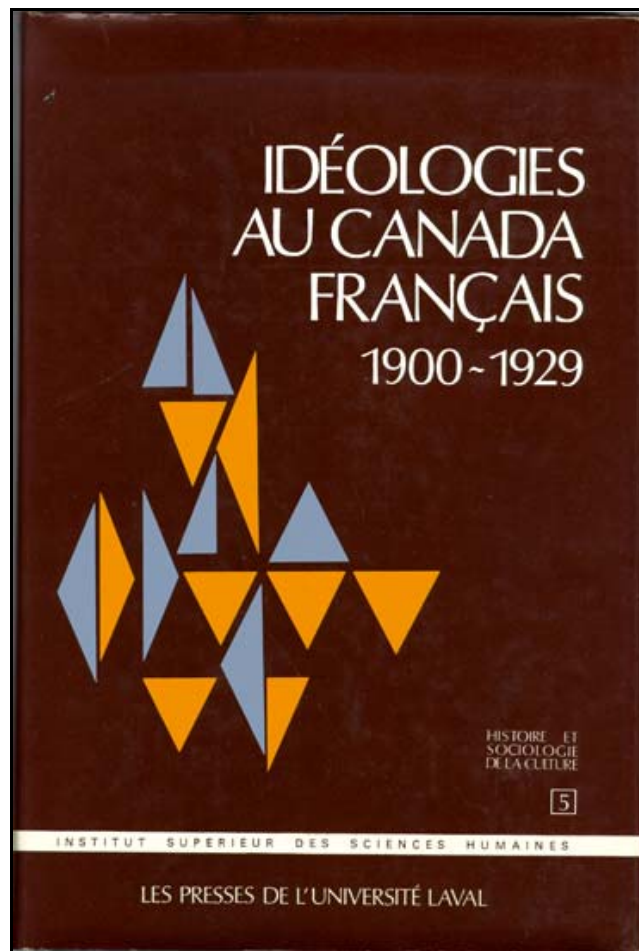
Cela justifie, il nous semble, cette nouvelle collection consacrée à l'histoire et à la sociologie de la culture. Publiée sous l'égide de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, la collection ne se bornera pourtant pas à réunir des travaux effectués au sein de cet organisme. Elle accordera tout naturellement la primauté aux préoccupations interdisciplinaires.

Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

Jean HAMELIN et Yves ROBY

Historiens, Institut d'Histoire, Université Laval.

"Québec, 1896-1929:
une deuxième phase d'industrialisation".



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1900-1929**, pp. 15-28 Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1971, 377 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 5.

Table des matières

Collection : [Histoire et sociologie de la culture](#)

- I. [La conjoncture économique](#)
- II. [Croissance et développement](#)
- III. [L'urbanisation](#)

[13]

"Québec, 1896-1929: une deuxième phase d'industrialisation."

par Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy

[pp. 15-28.]

Loin de s'élaborer en vase clos, les idéologies portent la marque de la conjoncture dans laquelle elles évoluent et des problèmes structurels que chaque cycle économique soulève. Il convient donc de situer dans une vue globale de l'histoire du Québec les analyses thématiques que contient ce volume.

I. - La conjoncture économique

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec n'est pas un îlot autarcique qui se développe en marge de l'Amérique et du monde. Des réseaux de relations économiques, politiques et culturelles l'insèrent dans des espaces qui débordent largement ses frontières politiques et dont les mutations pèsent lourd sur son orientation. Des décisions prises à des centaines de kilomètres du Québec se répercutent sur ses structures et limitent ses options, parfois même les déterminent à son insu.

Ainsi, sur le plan économique le Québec s'insère dans le marché nord-américain que commandent les métropoles de Londres et de New York. Le marché anglais détermine durant cette période les prix québécois, notamment pour les produits lai-

tiers et ceux du textile. Le marché américain commande la technologie, les salaires et les prix de plusieurs matières premières. Pour sa part, le marché canadien provoque certaines orientations de l'économie québécoise, notamment la spécialisation de son agriculture et celle de son secteur secondaire.

[16]

Sur le plan politique, Ottawa est le centre de décision des grandes politiques fiscales, tarifaires, commerciales et de toutes celles qui touchent au développement économique. Le cabinet fédéral, préoccupé davantage de croissance économique que d'aménagement ou de développement régional, joue le rôle d'une chambre de compensation s'efforçant de mettre en oeuvre des politiques qui sont des compromis entre les intérêts régionaux. Sur le plan culturel, le Québec est au carrefour de quatre grands espaces : l'Empire britannique, la catholicité, les États-Unis et la France. Chaque groupe ethnique du Québec s'alimente à des courants idéologiques qu'il tamise avec ses préjugés.

Ce système de relations engendre les cycles de la vie économique. La période 1896-1929 constitue sur un long terme un tout organique caractérisé par l'intégration du Québec au continent nord-américain. Cette intégration se fait à l'entour de deux pôles : le marché de l'Ouest canadien et le marché américain. D'une part, la hausse des prix sur le marché international qui commence à l'automne 1896 a pour effet de mettre en marche le plan de développement économique élaboré par les pères de la confédération. Les besoins du marché anglais en blé, en farine, en viande, en produits laitiers occasionnent ce qu'il est convenu d'appeler le boom de l'Ouest et, par ricochet, le développement des industries manufacturières dans le Québec et l'Ontario. Grâce aux tarifs, le Québec obtient sa large part du marché de l'Ouest canadien. Son industrie manufacturière fait des progrès dans la plupart des principaux domaines de la production. D'autre part, les besoins du marché américain en pâte et papier et en minerai ouvrent de nouveaux courants commerciaux nord-sud, si bien que les ressources naturelles du Québec sont appelées à remplir une fonction définie à l'intérieur du continent nord-américain.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi le Québec est capable de répondre rapidement à la demande des marchés nord-américains. Il a une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse ; il a des ressources naturelles ; il a un réseau de transport entrepris au XIXe siècle et complété entre 1900 et 1915 ; il a des infrastructures régio-

nales mises en place par les mouvements de colonisation et prêtes à soutenir l'implantation de l'industrie. Enfin, le Québec possède de nombreux cours d'eau qui se prêtent bien à la production de la houille [17] blanche, car le façonnement glaciaire a multiplié sur leur parcours de brusques dénivellations, des passages faciles à verrouiller, et des précipitations élevées, jointes à une multitude de lacs, assurent le volume de leurs débits.

Il s'ensuit durant cette période une croissance économique rapide : la valeur brute de la production monte de 74,9 pour cent de 1900 à 1910 à un taux annuel de 5,79 pour cent, et la valeur ajoutée monte de 81,6 pour cent à un taux de 6,14 pour cent par année. Ce sont les pâtes et papiers, les métaux non ferreux, le fer et l'acier, l'équipement de transport qui bénéficient le plus de cette conjoncture favorable. En 1904, le Québec répond à 4 pour cent des besoins du marché des États-Unis en papier journal, à 25 pour cent en 1916 et à 62 pour cent en 1932.

La croissance économique suscite un climat d'euphorie qui conditionne les hommes de cette époque. Les hommes politiques optimistes et mégalomanes prennent des allures d'administrateurs et s'acoquinent aux financiers. Les idéologues stigmatisent du vocable « affairisme » cette collusion de la finance et de la politique. L'aisance donne des allures de conquérants aux orateurs patriotes. Ainsi, Mgr Paquet, dans son discours de 1902, fait état de la prospérité générale : « De fait, tous en conviennent, nous entrons dans une ère de progrès : l'industrie s'éveille ; une vague montante de bien-être, d'activités, de prospérité, envahit nos campagnes ; sur les quais de nos villes la fortune souriante étage ses greniers d'abondance, et le commerce, devenu chaque jour plus actif, pousse vers nos ports la flotte pacifique de ses navires ¹. »

Cet ensemble de facteurs explique pourquoi le Québec est en mesure de profiter d'une période de prospérité à long terme. Cependant, cette prospérité n'est pas sans à-coups : elle est ponctuée de périodes d'hésitations et d'ajustement. Akerman a découpé en quatre cycles la période 1897-1933 aux États-Unis : (1^o) automne 1897-hiver 1907-1908, (2^o) février 1908-1914, (3^o) printemps 1915-1922, (4^o) 1822-1933. Une brève analyse des statistiques montre que ces cycles rythment la vie économique du Québec.

¹ H.-J.-J.-B. CROUINARD, *Annales de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec*, IV, pp. 30s.

[18]

Cycle 1897-1908

Ce cycle commun à l'Atlantique-Nord commence à l'automne 1896 sous l'action d'une forte demande du marché anglais en produits agricoles et se termine par la crise de 1907 et la récession qui s'ensuit. Il est marqué de crises mineures en 1900 et en 1903 qu'on peut assimiler à des troubles de croissance trop rapide. Dans le Québec, ce cycle est caractérisé par la demande de l'Ouest canadien en produits ouvrés. L'industrie manufacturière québécoise répond à cette incitation par une augmentation et une diversification de sa production. Montréal devient une ville tentaculaire.

Les États-Unis en pleine expansion urbaine cherchent dans le Québec à satisfaire leurs besoins en bois scié pour construire leurs villes, en bois brut pour fabriquer leur papier, en foin pour nourrir leur cheptel. Le réseau d'échanges nord-sud s'intensifie.

Cycle 1908-1914

La récession de l'automne 1907 en Angleterre et aux États-Unis se prolonge dans le Québec durant toute l'année 1908. Un nouveau cycle s'amorce pour ne terminer sa course dans le Québec qu'en 1914. Il est caractérisé par l'essor de l'industrie des pâtes et papier grâce à l'embargo que le gouvernement du Québec décrète sur les exportations de bois brut aux États-Unis, comme l'Ontario l'avait fait en 1900. Cette mesure, qui coïncide avec l'épuisement des forêts de l'Est et du Centre des États-Unis et le développement de la presse à bon marché, force les États-Unis à acheter les pâtes et papier produits dans le Québec et à abaisser en 1911 leurs droits d'entrée sur le papier importé. Ces modifications dans la structure tarifaire assurent l'essor de l'industrie papetière, dont le capital fixe évalué à \$7,2 millions en 1901, atteint \$18,5 millions en 1911, \$63,9 millions en 1917, \$121,7 millions en 1921, et \$284,9 millions en 1929.

Cet essor de l'industrie des pâtes et papier s'appuie sur l'utilisation massive de l'électricité. La *Quebec Power* régularise le débit de la rivière Montmorency en 1908 ; la ville de Sherbrooke harnache la rivière Magog de 1908 à 1914 ; les ingé-

nieurs du gouvernement construisent trois écluses sur la haute Manouane et obturent, en 1917, le haut Saint-Maurice par le barrage Gouin. L'industrie [19] papetière doit beaucoup à l'utilisation intensive de l'hydro-électricité et des techniques nouvelles. « Les perfectionnements apportés aux commandes électriques, l'augmentation du nombre des cylindres dans les sécheries, le contrôle de l'uniformité de la pâte à son passage de la caisse d'arrivée à la toile métallique, le remplacement des épurateurs plats par des épurateurs centrifuges et le transport par succion du papier en voie de fabrication améliorent considérablement le rendement de ces industries et le volume de leur production. »

Cycle 1915-1921

La guerre qui élimine la concurrence des pays scandinaves dans la production forestière, qui crée un vaste marché pour les produits agricoles, qui multiplie les besoins en produits ouvrés, relance l'économie du Québec qui depuis 1913 montrait des signes d'essoufflement. Ainsi, la seule valeur de la production agricole passe de \$93,9 millions à \$266,1 millions de 1915 à 1920. Les chantiers de construction navale fonctionnent à plein, les fabriques d'armes et de munitions se développent. L'armistice met un terme à cette prospérité artificielle. La crise de 1920, suivie d'une sévère contraction jusqu'en 1921, manifeste beaucoup plus une crise structurelle que conjoncturelle.

Cycle 1921-1933

La crise de 1921 suscite de difficiles rajustements. Le secteur agricole, qui avait crû sous la pression de besoins éphémères, décline. La production du secteur manufacturier dépasse les besoins de la consommation comme en témoignent les prix de gros : le papier vaut \$75 la tonne en 1923, \$73 en 1924, \$65 en 1926, si bien qu'en 1927 les premiers ministres Taschereau et Ferguson invitent quatorze compagnies à former un cartel (*Canadian News Print Institute*) pour concurrencer un autre géant, *International Papers*. La prospérité est fondée sur les facilités que procurent la « vente à tempérament » et le développement de l'industrie des appareils électriques. La crise de 1929 suivie d'une contraction jusqu'en 1931 indique que les ajustements de 1921 n'étaient que superficiels.

[20]

II. - Croissance et développement

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs économistes ont analysé l'évolution économique du Québec dans le premier tiers du XXe siècle. André Reynaud accepte l'hypothèse de Rostow, à savoir que le Québec a connu son *take off* entre 1896 et 1914. R. F. Ryan situe plutôt au XIXe siècle le démarrage de l'économie québécoise. Ces discussions académiques proviennent surtout de l'imprécision de la théorie et des déficiences des instruments de mesure sur une longue période.

Il ressort du tableau I que le Québec connaît de 1895 à 1929 une croissance économique soutenue et parfois rapide. Deux indicateurs de la croissance, la population et la production, en témoignent.

De 1901 à 1931, la population du Québec passe de 1 648 898 âmes à 2 874 662, soit une augmentation de 74,3 pour cent. Ce fort accroissement s'explique par le jeu des forces démographiques traditionnelles : jusque vers 1915, le taux de naissance demeure élevé. À partir de la première guerre mondiale, signe d'une urbanisation croissante, le taux de natalité commence à décliner. Le taux de mortalité n'amorce sa courbe descendante que dans les années 1920, grâce aux mesures d'hygiène mises en oeuvre par le gouvernement Taschereau.

Signe évident de croissance, la population active augmente plus vite que la population totale. Elle croît de 99,3 pour cent, soit un taux de croissance de 25 pour cent supérieur à celui du taux de croissance de la population totale. Cette forte poussée de la population active s'explique par une diminution de l'émigration aux États-Unis et un taux plus élevé de participation chez les femmes (14,7 pour cent en 1901, 21,2 pour cent en 1931).

La croissance de la population active est inégale selon les secteurs de l'économie : le secteur primaire cède la première place au tertiaire et subit le plus fort déclin relatif. Cela s'explique par la spécialisation et la mécanisation de l'agriculture. Cependant, le primaire augmente ses effectifs, grâce au développement de l'industrie minière et des centres d'abattage, et au maintien d'une large zone de colonisa-

tion. Le secteur secondaire, dont la production progresse rapidement, attire 100 000 travailleurs de plus, même si son importance relative décline au profit du tertiaire. C'est un [21] indice non équivoque de la modernisation des équipements dans certaines industries, notamment le textile et les pâtes et papier, et peut-être aussi d'une faible diversification de certaines branches du secteur secondaire. L'expansion et la diversification de la production dans le secondaire se traduisent par une forte demande de services, notamment dans le transport, les communications, les banques, la finance et le commerce.

Le développement du secteur secondaire retient dans le Québec une partie de la main-d'oeuvre libérée dans le primaire et la localisation des entreprises détermine des courants migratoires internes. La population urbaine passe de 36,1 pour cent à 57,6 pour cent, et la population rurale de 63,9 pour cent à 41,4 pour cent. Le développement rapide des villes demeure sans conteste un des traits caractéristiques de la croissance économique du Québec.

Comme les données démographiques, les statistiques relatives à la production confirment la croissance économique. En 1900, la production brute des manufactures est de \$158 286 994 ; elle atteint \$1 160 612 992 en 1929. Évaluée à \$96 per capita en 1900, cette même production en 1929 se situerait aux alentours de \$403 per capita. Si on ne tenait compte que de la population active, les chiffres seraient de \$1 435 en 1900, \$5 830 en 1920 et \$5 623 en 1929. De 1900 à 1929, la production brute manufacturière a donc triplé (3,2) par rapport à la population totale, et triplé aussi (2,9) par rapport à la main-d'oeuvre active. Non seulement peut-on parler de croissance économique, mais aussi de croissance économique intensive.

Le tableau II dégage les deux caractéristiques principales de cette croissance. En premier lieu, le Québec développe une industrie légère à forte intensité de main-d'oeuvre. En deuxième lieu, l'industrie des pâtes et papier est le pôle de croissance le plus dynamique de l'économie. D'autres séries statistiques mettraient en évidence un troisième trait : la localisation de l'industrie manufacturière dans la région montréalaise. Celle-ci assure, en 1900, 44,9 pour cent de la production manufacturière, et 63,1 pour cent en 1929.

Sans l'apport des investissements étrangers, une croissance aussi rapide n'aurait pas été possible. De 1901 à 1929, les capitaux engagés dans le secteur manufacturier passent de \$142 millions à \$1 246 209 000. Les investissements doublent

donc de 1901 à 1911, [22] de 1911 à 1917 et de 1917 à 1929. Jusqu'à la première guerre mondiale l'Angleterre demeure le principal fournisseur de capitaux. Ainsi, des Écossais établissent, en 1907, aux Trois-Rivières une usine textile, et trois ans plus tard la papeterie Wayagamack. MacLaren installe une papeterie sur la basse Lièvre. *Price Brothers* organisent le groupe Kénogami-Jonquière. La première guerre mondiale stoppe les investissements européens dans le Québec. Commence alors la montée fulgurante des investissements américains. Dans le Saguenay, *Price Brothers* s'associent à Duke, le roi américain du tabac. *Aluminium Company of Canada*, une filiale de *Aluminium Company of America*, construit la centrale hydroélectrique de Shipshaw et l'usine d'Arvida. Dans les pâtes et papier, *l'International Paper Company* achète La Tuque, fonde une grande usine aux Trois-Rivières, deux à Gatineau, une au débouché du lac Témiscamingue. Un autre géant, la *Consolidated Paper Corporation*, regroupe les usines de Shawinigan, Grand-Mère, Port-Alfred, Cap-de-la-Madeleine. La *Quebec North Shore Paper Company* qui possède de nombreuses industries sur la Côte-Nord est la propriété entière de la *Tribune Company* de Chicago. Le capital américain domine aussi dans le raffinage du pétrole, l'industrie chimique naissante, le textile et l'amiante.

Stimulé par les besoins du marché nord-américain, le secteur primaire connaît une croissance parallèle à celle du secondaire. Ainsi, les activités minières, centrées au XIXe siècle sur l'extraction de l'amiante et des matériaux de construction, doivent combler les besoins en métaux ferreux et non ferreux de l'industrie secondaire. Les Américains commencent par investir en Ontario : à Sault-Sainte-Marie dans le fer, à Sudbury dans le nickel et le cuivre ; et de là, ils gagnent le nord-ouest du Québec par le Bouclier canadien. De 1901 à 1929 la production minière passe de \$3,7 millions à \$46,3 millions. Le bond le plus remarquable survient durant la période 1905-1920 où la production passe de \$14,4 millions à \$28,8 millions.

Les chiffres indiquent qu'il y a croissance. Peut-on affirmer qu'il y a développement, c'est-à-dire que la croissance est accompagnée de transformations dans les structures socio-économiques, dans les institutions, dans les mentalités qui ont pour effet de la soutenir ? Des indices de développement sont perceptibles à tous les paliers [23] de la société : création d'un ministère de la Voirie, insertion dans le système scolaire de l'École des Hautes Études commerciales, d'écoles techniques, de cours du soir pour les adultes, mise sur pied d'une Commission des eaux courantes mandatée pour inventorier les forces hydrauliques et construire des réservoirs pour

régulariser le régime des rivières, multiplication des institutions de crédit, des journaux et revues spécialisés dans les affaires, etc. Qu'il y ait développement économique, cela ne paraît faire aucun doute. Plus difficile, dans l'état actuel des recherches, serait de mesurer ce développement et de savoir s'il a été plus marqué dans les milieux anglophones du Québec que dans les milieux francophones. L'analyse des divers courants idéologiques qui ont cours à l'époque pose inévitablement la question des freins qui ralentissent la croissance et de l'adaptation inégale des milieux québécois à la croissance économique.

III. - L'urbanisation

[Retour à la table des matières](#)

La croissance économique se traduit par une urbanisation accélérée du Québec. D'environ 39,9 pour cent en 1901, le taux d'urbanisation atteint 63 pour cent en 1931. Cette année-là, le Québec compte 1 060 649 ruraux et 1 813 606 citadins.

Ceux-ci sont concentrés autour de deux pôles : Montréal qui en rassemble 818 577, et Québec, 130 594. Une extrême concentration caractérise donc le réseau urbain. Encore en 1930, on ne compte que dix-huit villes de plus de 10 000 habitants, soit toutefois plus que le double de ce qui existait en 1911.

Sur le processus et l'intensité de l'urbanisation, les études font défaut. Les historiens ne se sont pas préoccupés d'analyser l'éclatement de la ville traditionnelle, assemblage mal ajusté de villages autonomes dans lesquels dominent les relations de voisinage. Une définition statistique du citadin est trompeuse, car elle ne coïncide en rien avec le concept sociologique. Une étude poussée du réseau urbain, dans laquelle seraient analysées la répartition des villes, leurs fonctions, la qualité de leur population, révélerait peut-être que, hormis les Montréalais qui sont grillés dans le creuset de l'industrialisation, les citadins québécois sont, dans une perspective [24] sociologique, des êtres hybrides issus d'une symbiose ville-campagne, dont la vision du monde s'accommode mal de la vie urbaine.

L'étude de la classe ouvrière, dont les effectifs croissent rapidement durant cette période, constituerait l'une des voies d'approche possibles pour étudier certains aspects de l'urbanisation. Même si les ouvriers ne sont guère présents dans cet

ouvrage - si ce n'est par la perception qu'en ont les élites - il ne faudrait pas conclure qu'ils forment une entité négligeable et silencieuse. Dans le secondaire seulement, ils sont 129 000 en 1901 et plus de 291 000 en 1931, répartis principalement dans les quartiers ouvriers de Montréal et de Québec. Le syndicalisme international depuis les années 1880 et le syndicalisme catholique depuis 1921 donnent une voix à leur misère, à leurs aspirations et à leur vision du monde. L'analyse des témoignages laissés par les syndicats permettrait de décrire et de comprendre le cheminement par lequel s'est effectuée la mutation d'un Québec rural en un Québec urbain.

*

Cette analyse rapide des principales facettes de l'histoire québécoise pendant le premier tiers du XXe siècle nous permet de conclure que le Québec a connu une véritable croissance économique entre 1901 et 1929. Rappelons ici quelques indices significatifs. Le total des revenus et dépenses passe de \$9 079 000 qu'il était en 1901 à \$82 485 000 en 1929, soit un rapport de 1 à 9. Pour la même période, nous assistons à une augmentation de 15,2 pour cent de la main-d'oeuvre active dans le secteur tertiaire, au profit surtout du secteur primaire. L'accroissement de la production brute en dollars est encore plus remarquable tant dans les industries manufacturières et minières que dans le domaine de l'énergie hydroélectrique.

Il est bien connu, par ailleurs, que l'industrialisation d'un pays a pour conséquence inévitable l'urbanisation, tout au moins si l'on donne à ce dernier concept le sens d'une concentration de la population dans un territoire généralement restreint. Mais urbanisation signifie beaucoup plus que cela : l'urbanisation, c'est aussi et peut-être davantage une mentalité, une vision du monde fort différente de celle qui domine dans les milieux ruraux. Que la [25] population urbaine du Québec passe de 39,7 pour cent en 1901 à 63 pour cent en 1929 ne veut pas dire pour autant que les Québécois sont devenus des « citadins ». L'absence d'études sur la question nous empêche de conclure catégoriquement dans un sens ou dans l'autre. Notre hypothèse provisoire serait cependant qu'il faudra attendre encore plusieurs décennies avant de parler de Québécois « citadins ».

Un chapitre du premier ouvrage de la présente série demandait si, face à la révolution industrielle du Québec au début du XXe siècle, le retard accusé des menta-

lités empêcherait « la collectivité canadienne-française de s'adapter aux conditions de la vie urbaine et d'assumer son destin ». Les analyses thématiques réunies dans ce volume ne nous laissent pas d'autre possibilité qu'une réponse affirmative.

L'industrialisation d'un pays pose, entre autres, deux questions fondamentales eu égard aux mentalités. Qui est responsable au premier chef de l'industrialisation, qui la « subit » ? Or nous savons pertinemment que le Québec de la période étudiée n'est pas, il s'en faut ! le propriétaire réel de sa croissance économique. Avant 1914, les investissements sont d'abord et avant tout fournis par l'Angleterre. Après la première guerre mondiale, les Américains prennent la succession. C'est donc dire que toute l'orientation et la planification de notre développement sont aux mains de l'étranger : le Québec apparaît nettement comme une succursale de Londres ou de New York.

Qu'en est-il alors des idéologies, composantes essentielles de la mentalité de la collectivité québécoise ! Le lecteur de cet ouvrage saisira très rapidement que le matériel idéologique révélé par les imprimés de la période 1901-1929 est très globalement identique à celui du dernier quart du XIXe siècle. Sur ce point c'est la stagnation. Un conservatisme bien ancré, dominé par l'ultramontanisme de l'Église québécoise, n'a pas rendu possible, par exemple, l'important courant radical des années 1850. La résultante la plus manifeste de cette situation est l'étrange hiatus entre un Québec devenu industriel et des Québécois demeurés culturellement traditionnels et ruraux.

On peut légitimement se demander si la phrase maintenant célèbre de Mgr L.-A. Paquet dans un Sermon de 1902 : « Notre mission [26] est moins de manier des capitaux que de remuer des idées », n'a pas été la trame de fond de la très grande majorité du matériel idéologique des années 1901-1929. Quand on sait, par ailleurs, que ces « idées » traduisaient une vision théocratique de notre société, dans laquelle la prise en charge de l'infrastructure sociale et économique était en pratique méprisée, il n'y a pas de quoi s'étonner si le Québec a été alors incapable d'assumer son destin, donnant même naissance à une réaction idéologique de toute façon peu propice au développement industriel qu'il subissait.

Jean HAMELIN,

Jean-Paul MONTMINY.

[27]

TABLEAU I

Aspects quantitatifs de l'évolution économique du Québec

	1901	1911	1921	1931
1. Population	1 648 898	2 005 776	2 360 510	2 874 662
% de la population francophone	80,3	77,9	77,1	77,5
% de la population rurale	60,3	51,8	44,0	36,9
% de la population catholique	86,8	86,0	85,7	85,7
Population de Montréal	267 730	467 986	618 506	818 577
Population de Québec	68 840	78 118	95 193	130 594
2. Main-d'œuvre active (effectifs)				
Secteur primaire	247 467	303 803	327 680	389 585
Secteur secondaire	128 999	148 565	170 031	219 536
Secteur tertiaire	135 560	200 873	279 734	412 638
Grand total	512 026	653 241	777 445	1 021 759
3. Main-d'œuvre active (%)				
Secteur primaire	48,3	46,5	41,9	38,1
Secteur secondaire	25,2	22,7	21,8	21,5
Secteur tertiaire	26,5	30,8	35,8	40,4
4. Production brute en \$ courants				
Pêcheries	2 174 000	1 868 000	1 815 000	1 953 000
Agriculture	86 327 158	—	—	101 592 000
Manufactures	158 288 000	350 902 000	729 544 000	801 644 000
Minerai	2 987 731	8 679 786	15 522 988	36 051 366

SOURCES : Recensement du Canada ; Annuaire statistique, Province de Québec, 1960 et 1961.

[28]

TABLEAU II

Production manufacturière en millions de dollars (courants)

	1900	Ordre d'importance	1929	Ordre d'importance
Chaussures	\$14,0	(1)	\$29,3	(8)
Beurre et fromage	\$12,8	(2)	\$29,1	(9)
Produits des scieries	\$10,3	(3)	\$28,3	(10)
Habillement (hommes)	\$ 6,6	(4)	\$31,7	(6)
Textile	\$ 6,1	(5)	\$59,1	(3)
Tabac	\$ 5,7	(6)	\$55,1	(4)
Pâte et papier	\$ 5,0	(7)	\$129,7	(1)
Construction de wagons et accessoires	\$70,8		\$70,8	(2)
Lumière et force motrice électrique	\$46,3		\$46,3	(5)
Habillement (femmes)	\$30,6		\$30,6	(7)
Abattoirs et établissements de conserve	\$27,2		\$27,2	(11)
Appareils électriques et accessoires	\$27,2		\$27,2	(12)

TABLEAU III

Population des villes de 10 000 âmes et plus en 1931

	1931	1911	1901
Chicoutimi	11 877	5 880	3 826
Granby	10 587	4 750	—
Hull	24 433	18 222	13 993
Joliette	10 765	6 346	4 220
Lachine	18 630	11 688	5 561
Montréal	818 577	467 956	267 730
Outremont	28 641	4 820	—
Québec	130 594	78 118	68 840
Saint-Hyacinthe	13 448	9 747	9 210
Saint-Jean	11 256	5 903	4 030
Shawinigan	15 345	4 265	—
Sherbrooke	28 933	16 405	11 765
Sorel	10 320	8 420	7 057
Thetford Mines	10 701	7 261	3 256
Trois-Rivières	35 450	13 691	9 981
Valleyfield	11 411	9 449	11 055
Verdun	60 745	11 629	1 898
Westmount	24 235	14 579	8 856

Fin du texte